



CGT Educ'Action Nord
Syndicat CGT des personnels de l'Éducation Nationale
Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture (FERC-CGT)
Bourse du Travail - Boulevard de l'Usine - CS 20111 - 59030 LILLE Cedex

Lille, le 05 septembre 2023

Déclaration de la CGT Educ'Action au CSAD (Comité Social d'Administration Départemental Nord)

Notre déclaration liminaire concernera l'ordre du jour, mais aussi tiendra lieu d'expression de rentrée dans les collèges et les écoles pour notre organisation syndicale. Cette rentrée, que nous souhaitons, par ailleurs, la meilleure possible pour tous les personnels, s'effectuera avec des conditions dégradées par rapport à la rentrée précédente.

Pour ce qui concerne l'objet de ce jour, nous sommes satisfaits des échanges avec l'administration lors du mois de juin qui ont aboutis au règlement intérieur proposé. Nous souhaitons que ce cadre permette aux représentants des personnels d'être entendus et favoriser un esprit de respect mutuel entre les participants au CSAD départemental.

Quant aux ajustements de rentrée pour les écoles du département du Nord, nous déplorons toujours le choix de rendre des postes, presque une centaine, et de fermer des classes alors que la baisse démographique aurait pu permettre en cette rentrée de redonner de l'air aux équipes, de reconstituer un réel vivier de remplaçants, de RASED, de réparer les effets d'une carte de l'éducation prioritaire contestable...

Nous écouterons avec beaucoup d'attention les mesures d'ajustement prises au lendemain de la rentrée. Cette dernière phase de carte scolaire est importante. Les écoles en attente d'ouverture de classe ou d'annulation de fermeture pourront fonctionner sereinement en cas de réponse positive, mais pourront aussi être très déstabilisées par une nouvelle négative dès le début de l'année. Nous attendons également avec beaucoup d'attention les chiffres concernant les conditions de rentrée dans le premier degré.

Pour cette rentrée, Gabriel Attal a succédé à Pap Ndiaye et Jean Michel Blanquer. Les ministres changent mais la méthode reste la même. Toujours peu de concertation avec les représentants des personnels, une vision passéiste de l'enseignement, une difficulté à reconnaître le service public d'Éducation comme un investissement nécessaire pour l'avenir de notre pays.

Les différentes interventions de notre président (qui remplace de fait son ministre de l'Éducation) cet été nous ont sidéré par la vision rétrograde qu'il a laissé transparaître.

Ne citons qu'une seule annonce parmi d'autres : par exemple, la volonté de stigmatiser et punir les élèves en difficultés scolaires en les privant de deux semaines de vacances dont pourront profiter les « bons » élèves. Cette proposition est scandaleuse car elle vise une nouvelle fois, les milieux populaires, tant nous savons tous que la difficulté scolaire étant étroitement liée à la difficulté économique et sociale.

La dernière sortie concernant la formation des enseignants dès l'après-bac est aussi très inquiétante. Elle constituerait une solution pour baisser le niveau de recrutement afin de justifier le niveau bas des salaires des enseignants français. Cela ne peut avoir que des conséquences négatives sur le niveau scolaire de la jeunesse de notre pays.

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale s'est exprimé en cette rentrée. Ses annonces cumulent des éléments recyclés des six dernières années et des approximations volontaires sur le chiffrage des absences de courte et longue durée des enseignants, absences que le Pacte serait censé endiguer. Le pacte est par ailleurs, un outil de destruction de nos métiers, de nos statuts sans apporter de solution aux difficultés rencontrées par nos élèves. Le pacte ne représente pas une revalorisation car il faudra travailler plus, comme si les personnels n'étaient pas déjà submergés, pour gagner plus. Nous restons de toute façon très éloignés de la promesse d'augmentation de 10% de tous sans condition, dans un contexte d'augmentation constante des prix depuis 3 ans. La CGT conseille aux personnels de ne pas signer le pacte et luttera pour réaliser l'augmentation du point d'indice, avec une grille de salaire débutant à 2 fois le SMIC brut, un doublement du traitement entre le début et la fin de carrière, garanti individuellement à tout agent, pour une carrière complète.

Notons au passage, même si cela ne concerne pas les collèges et les écoles, que le ministre a confirmé le report des épreuves du Bac en juin. Nous en prenons acte, mais il faut bien noter que les organisations syndicales avaient alerté depuis quatre ans. Maintenant c'est l'ensemble de la réforme et Parcoursup qu'il faut abroger.

Enfin, G. Attal a annoncé l'interdiction des abayas. Il ne faudrait pas tomber dans le piège : il s'agit d'un effet de communication et d'un contre-feu pour masquer les pénuries. Plutôt que cette annonce dont la légalité et l'utilité posent question, c'est de calme, de soutien, de nuance et de moyens dont les personnels ont besoin pour faire face aux difficultés.

Le gouvernement compte sur les personnels pour pallier les insuffisances de l'institution à moindre coût. Les annonces selon lesquelles il y aura un enseignant devant chaque classe sont une promesse de plus non tenue, que ce soit dans notre académie que pour l'ensemble des territoires, en particulier, les plus fragiles.

La CGT Educ'Action continuera donc de lutter pour l'avènement d'une École démocratique et émancipatrice au service de tous les élèves. Elle a appelé les personnels à se réunir dans les semaines à venir en heures d'informations syndicales pour affirmer leur refus du pacte, débattre de leurs revendications pour les salaires, les conditions de travail, la retraite ainsi que des conditions d'une future mobilisation d'ampleur pour les imposer. Face à des conditions de rentrée encore dégradées, la CGT Educ'Action soutiendra toutes les mobilisations locales. De même, la CGT appelle les salariés à l'instar de toutes les organisations syndicales à se joindre à la journée de grève et de manifestation du 13 octobre prochain pour réclamer des augmentations de salaires face à l'augmentation des prix causés par la hausse des profits.